Tension au Burundi : Les avocats africains demande une intervention énergique

@rib News, 06/05/2015 â€“ Source Xinhua L'Association des avocats panafricains (PALU), une organisation regroupant les avocats au niveau de tout le continent africain, a exprimÃ© mercredi ses prÃ©occupations sur la situation actuelle au Burundi, appelant Ã une intervention plus Ã©nergique de l'Union africaine (UA) et de la CommunautÃ© est-africaine (EAC).
"Nous avons soutenu le dÃ©veloppement institutionnel de l'UA, de l'EAC et d'autres organisations intergouvernementales africaines afin qu'elles soient prÃªtes Ã intervenir de maniÃ¨re rapide et significative face aux situations de crise comme celle que traverse actuellement le Burundi", a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident de cette association, Elijah Banda, dans un communiquÃ©.
Il est trÃ¨s regrettable de voir que l'UA et l'EAC se contentent de publier des dÃ©clarations depuis leur siÃ¨ge respectif Ã Addis Abeba et Arusha, a dÃ©clarÃ© M. Banda. Au moins un des juges de la Cour constitutionnelle du Burundi a fuit le pays, a-t-il rappelÃ© en citant des informations de presse. "Pourtant, le 5 mai 2015, la mÃªme Cour constitutionnelle a rendu une dÃ©cision dÃ©clarant que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a le droit de briguer un troisiÃ¨me mandat en tant que prÃ©sident du Burundi. Dans de telles circonstances, il est difficile d'accepter la lÃ©gitimitÃ© ou la crÃ©dibilitÃ© de toute dÃ©c de ce tribunal", a-t-il affirmÃ©. Au Burundi, l'annonce de la candidature du prÃ©sident Nkurunziza Ã l'Ã©lection prÃ©sidnetiell du 26 juin prochain a poussÃ© les partisans de l'opposition et des membres d'organisations de la sociÃ©tÃ© civile Ã desendre dans la rue depuis une dizaine de jours. Les affrontements survenus lors des manifestations auraient coÃ»tÃ© la vie Ã 13 personnes, selon l'Association burundaise pour la protection des droits Humains et des dÃ©tenus (APRODH).